

Appel unitaire 8 mars à Paris

L'égalité inscrite dans la Constitution de 1946 tarde à se concrétiser : l'égalité salariale, l'égalité professionnelle et l'égalité politique, entre autres, ont donné lieu à plusieurs lois qui ne sont toujours pas appliquées.

Partout en Europe, les femmes sont les premières victimes des mesures d'austérité. Elles sont très majoritairement concernées par le temps partiel et les bas salaires, et ont toujours un taux de chômage supérieur à celui des hommes. Les coupes massives dans les budgets publics, la casse des services publics d'éducation, de santé, sociaux, de transport, les baisses de prestations sociales et le manque de crèches et de maisons de retraite les pénalisent en priorité. Résultat : tout cela les oblige à consacrer plus de temps à la prise en charge des enfants et de leurs proches dépendants, au détriment de leur vie professionnelle. Nous voulons l'égalité salariale maintenant et un véritable service public de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes. Nous refusons des demi-mesures type « 10 % d'enfants pauvres dans les crèches » comme le préconise le gouvernement.

De nombreuses femmes, souvent sans papiers, sont cantonnées dans des services à la personne, sous payées, et contribuent à pallier l'absence de service public. Nous demandons leur régularisation. Nous demandons aussi la revalorisation des salaires des métiers féminisés.

Nous refusons l'Accord National Interprofessionnel qui aggrave la précarité du travail et dont les prétendues avancées en matière de temps partiel sont assorties de multiples dérogations et contournements possibles.

Le droit à l'avortement, obtenu de haute lutte en 1975, est entravé par la fermeture de près de 200 CIVG consécutive à la loi Bachelot (Hôpital Patients Santé et Territoires) qui a pour objectif le démantèlement de l'hôpital public. Nous demandons son abrogation, la suppression de la tarification à l'activité et une réelle revalorisation tarifaire de l'IVG à la hauteur d'une fausse couche spontanée.

Pour la pilule, surtout pas de panique ! Nous demandons que les femmes aient une information réelle et exhaustive sur l'ensemble des moyens de contraception qui leur permette un vrai choix.

La législation sur les violences faites aux femmes n'a pas cessé d'évoluer ces dernières années.

C'est le résultat du rapport de forces imposé par les féministes. Mais cette législation est

toujours incomplète. Nous demandons une loi cadre contre les violences faites aux femmes et l'application de toutes les lois existantes. Cette loi cadre implique, entre autres, une véritable éducation non sexiste et non lesbophobe et le droit d'asile pour les femmes persécutées pour fait de sexisme et de lesbophobie.

De la prostitution à la gestation pour autrui (GPA) nous sommes résolument contre la marchandisation du corps des femmes.

La prostitution est une violence. Nous voulons que le gouvernement prenne ses responsabilités pour mettre en oeuvre une véritable politique abolitionniste incluant les moyens pour une vraie réinsertion des personnes prostituées, l'abrogation du délit de racolage, et une politique de responsabilisation et de pénalisation des clients.

Nous refusons toute reconnaissance implicite ou explicite de la GPA, dont celle pratiquée en dehors de notre territoire, concrétisation de l'exploitation des femmes les

plus pauvres par les classes les plus favorisées. C'est pourquoi nous condamnons la circulaire Taubira entérinant auprès des tribunaux le fait qu'un enfant né de la GPA bénéficie de la nationalité française.

La PMA n'a rien à voir avec la GPA, n'exploite le corps de personne et est déjà autorisée en France pour les couples hétérosexuels. Nous revendiquons la Procréation Médicalement Assistée pour toutes les femmes.

Le Premier Ministre a installé en janvier un « Haut Conseil à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes ». On y trouve des personnalités telles Mme Bachelot, auteure de la loi HPST, ou Mr Taddéi, présentateur télé qui a invité à son émission un proxénète notoire. Dans le même temps, des associations féministes de poids en sont écartées pour des motifs politiques. Nous demandons que le mouvement féministe soit représenté dans sa diversité.

Devant l'énorme problème que représente le logement, nous exigeons l'application de la loi Dalo (Droit au logement opposable) et l'hébergement inconditionnel de toutes les femmes, avec ou sans papiers.

Partout dans le monde, les femmes luttent pour la paix, la liberté, l'égalité et la fin des violences sexuelles. Elles s'organisent, résistent, revendiquent, créent des liens et des structures de solidarité. Nous pensons particulièrement en ce 8 mars à Nirbhaya, violée et assassinée en Inde ; à Pinar Selek injustement condamnée à la prison à perpétuité après avoir été acquittée par 3 fois ;

nous demandons que soient identifiés au plus vite et jugés le ou les assassins de Sakine, Leyla et Fidan, assassinées à Paris, militantes de la reconnaissance du peuple kurde.

Nous soutenons la lutte des femmes tunisiennes pour conserver leurs droits, celle des femmes rwandaises, indiennes, égyptiennes et africaines du sud contre les viols et agressions sexuelles subis au quotidien ; celle des femmes maliennes, congolaises, syriennes, maltraitées et violées dans les zones de conflits.

Nous soutenons, également , la revendication du COCAFEM - Coordination régionale des grands lacs africains (Rwanda, Burundi et République démocratique du Congo) pour que les femmes soient reconnues comme actrices et négociatrices de la paix et qu'elles participent à tous les processus de prévention, gestion et résolution pacifique des conflits ainsi qu'à la reconstruction de leurs pays respectifs.

Nous exigeons que soit mis fin à l'impunité de tous les criminels de guerre, de tous les auteurs de crimes de génocide ou de crimes contre l'humanité et que tous les auteurs de viols soient punis.

Solidarité avec les femmes du monde entier !